

ENSEMBLE
contre la régression sociale
et pour les solidarités



MONTREUIL

**Liste soutenue par la LCR et Olivier Besancenot,
conduite par François Mailloux et Houria Ackermann**

chers ami(e)s antilibéraux,

Comme vous, nous sommes des habitants, des salariés, des parents impliqués dans la vie sociale, associative, syndicale et politique de Montreuil. Nous avons, pour beaucoup d'entre nous, participé aux luttes de ces dernières années : contre les remises en cause des conquêtes sociales et du droit du travail, contre le Traité constitutionnel européen, le CPE, les franchises médicales, la précarité, les licenciements, les fermetures d'entreprises... Nous avons soutenu les mal-logés, parrainé les sans-papiers et réclamé leur régularisation. Nous ne voulons pas faire de la politique notre gagne pain et nous voulons mettre notre mandat au service des habitants, de leurs préoccupations et des luttes qu'ils mèneront.

Nous voulons faire du vote pour les élections municipales et cantonales des 9 et 16 mars un préavis pour les mobilisations de demain, tant au niveau national que local.

Sarkozy parle à chaque instant de civilisation, mais son gouvernement est une machine à remonter le temps, qui revient sur les conquêtes sociales arrachées par nos anciens, la protection sociale à la libération, les congés payés en 1936 et même le droit du travail, il y a plus de 130 ans.

Aujourd'hui ses mensonges sur le pouvoir d'achat deviennent trop voyants : l'étalement de sa fortune, ses amitiés avec les plus riches, ses cadeaux fiscaux, l'augmentation de 180% de son propre salaire. Il nous affirme que les caisses sont vides, mais chaque fois qu'une question se pose, sa réponse est la même : on diminue les cotisations sociales, on diminue les impôts des plus riches. Oui, c'est sa politique qui vide les caisses. Sa politique, c'est un hold-up permanent.

Le premier préavis que nous poserons lors de ces élections sera un préavis pour dire non à Sarkozy, pour rassembler tous ceux qui veulent s'opposer à la régression sociale et qui veulent une autre répartition des richesses. Nos élus défendront : l'augmentation de tous les revenus de 300 euros par mois, pas de salaire inférieur à 1 500 euros net ; la suppression immédiate des franchises médicales ; l'interdiction des licenciements, à commencer par les entreprises qui font des bénéfices, le contrôle de la comptabilité par les salariés ; l'arrêt des subventions aux entreprises, l'argent public doit servir à la satisfaction des besoins de la population.

Il y aura aussi un autre préavis que nous déposerons dans l'urne, c'est un préavis de mobilisation contre la politique municipale. Cette municipalité qui se revendique de l'anticapitalisme a mené durant quatre mandats la privatisation des cantines, du ramassage des ordures ménagères et de l'eau. L'urbanisation que nous avons connue a eu pour préoccupation les rendements financiers et le prestige. La tour rond-point a été achetée par un fond de pension. La municipalité laisse faire les entreprises qui manipulent des matériaux polluants dans les murs à pêche et laisse passer des centaines de camions chaque jour qui dégradent les chaussées du site. **L'opération de fusion des offices de logement qui s'est effectuée il y a deux ans a été en réalité une restructuration-privatisation du logement à Montreuil.** Et la façon de le faire ressemble comme deux gouttes d'eau à celles qu'ont mené les gouvernements de droite comme de gauche au niveau national : une présentation de compte déficitaires pour faire apparaître les licenciements et l'alignement par le bas des conditions de travail comme une nécessité, une opération de sauvetage. Les dettes des locataires commerciaux dépassaient la valeur du déficit de la Montreuilloise au moment de la fusion. Elles ont disparu comme par miracle, dans l'année qui a suivi la fusion. Mais, dans le même temps, les

effectifs sont passés de 324 à 290, les statuts et les conditions de travail des salariés ont été alignés par le bas, de même que les services aux locataires. Et ceux qui ont tenté de s'opposer à cette politique ont subi des mesures d'intimidation, voire des sanctions.

Nous souhaitons revenir à un vrai service public du logement à Montreuil qui réponde aux besoins de la population. Nous défendrons avec nos élus cette politique au niveau national et au niveau local. Nous voulons : un logement décent pour tous ; l'arrêt immédiat des expulsions, des coupures d'eau, d'électricité et de gaz ; l'application des lois de réquisition de 1945 et 1998 ; la transparence des critères d'attribution ; la construction massive de logements sociaux respectueux de l'environnement ; l'inéligibilité des maires qui ne respecteraient pas la loi imposant 20% de logement sociaux.

Nous voulons des services publics sous contrôle de la population pour les cantines, la collecte et le retraitement des déchets, nous nous battons aussi pour augmenter massivement le nombre de place en crèches et la création d'un service public de la petite enfance. A l'autre bout de la vie, il faut des structures d'accueil médicalisées pour le séjour des plus anciens pour qu'enfin nos mamies valent plus que leurs profits.

L'accès à l'eau potable demeure un de nos besoins les plus élémentaires, essentiel à satisfaire, à placer au rang des nécessités vitales pour chaque individu. La disponibilité de la ressource en elle-même est directement liée à la qualité de l'environnement et à la maîtrise des prélèvements dans les nappes phréatiques et les rivières par les industriels et les agriculteurs. Sa distribution, sa récupération et son traitement impliquent une mise en œuvre et une gestion à une échelle structurante de nos territoires, au minimum celle de nos communes et de nos villes.

Tous ces critères devraient amener à considérer l'évidence de la nécessité d'un service public de l'eau, chargé d'assurer sa qualité et sa distribution dans tous les foyers. Chargé également de relier la question de la qualité de l'eau à celle des choix à opérer quant à nos modèles industriel et agricole. Pourtant, à l'image de Montreuil, la distribution de l'eau reste «déléguée» au privé dans 60 % des communes françaises. C'est-à-dire déléguée à des multinationales qui ont bien compris tout le profit qu'elles pouvaient tirer de l'exploitation d'une ressource aussi essentielle et dont aucun foyer ne peut se passer...

Par le biais du SEDIF, le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France, dont le maire de Montreuil est le vice-président (!), la ville transfère sa compétence au groupe Véolia, ancienne « Générale des eaux ». Quel bilan peut-on tirer de cette délégation, alors que doit commencer en 2008 la renégociation d'un nouveau contrat pour 2010 ?

A Montreuil, l'eau coûte aux particuliers 30 % de plus qu'à Paris, et surtout plus du double du coût moyen national ! La marge réalisée par Véolia est de 60 % ! Ailleurs dans le territoire régional, l'intensification agricole progresse, avec elle la pollution et le pompage, alors que les grands groupes céréaliers et maïsiculteurs continuent de sous-payer l'eau. En définitive à Montreuil, ce sont donc bien les usagers des classes populaires qui payent, et doublement, pour les entreprises : une fois pour leurs profits directs, et une fois pour assumer à leur place leurs coûts environnementaux.

Plutôt que la renégociation d'un contrat avec Véolia, comme proposent de le JP Brard ou Dominique Voynet, faisons donc le choix dès 2008 de remettre en place à Montreuil et alentours un service municipal de l'eau, au bénéfice exclusif de la population.

Sachez que nous nous trouverons toujours avec ceux qui ont décidé de se battre contre un ordre social injuste et que nous souhaitons construire un nouveau parti pour y parvenir. Un vote important pour notre liste sera un encouragement pour nos luttes, pour notre avenir, pour une ville réellement solidaire.

**Pour la liste « Ensemble contre la régression sociale et pour les solidarités »,
François Mailloux et Houria Ackermann**